

Dans ce numéro: Cl. DURAND-PRINBORGNE: Aspect contemporain du droit de propriété en matière forestière. — R. VINEY: Commentaires sur quelques erreurs fréquentes dans les estimations forestières. — M. CUISIN: Note sur le régime alimentaire du Pic Noir (*Dryocopus martius* L.) dans le sud du département de l'Aube.

ASPECT CONTEMPORAIN DU DROIT DE PROPRIÉTÉ EN MATIÈRE FORESTIÈRE

PAR

Claude DURAND-PRINBORGNE

Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Nancy

1. — Avec près de 12 000 000 d'hectares, la forêt française représente 46 % de la surface boisée de la Communauté économique européenne. Elle est partagée entre des propriétaires privés — pour les deux tiers environ — l'Etat et des collectivités locales (1).

Cette répartition résulte de la constitution même des massifs forestiers, des appropriations collectives et individuelles, des transmissions patrimoniales. Moins ancienne que celle des terres cultivées, la propriété privée apparaît dès le VI^e siècle. Les bois communaux sont en général les bois d'anciennes communautés agraires: la jouissance en commun des bois et pâturages se transforme en propriété qui se consolide aux XII^e et XIII^e siècles. Le noyau domanial est constitué d'anciennes forêts royales, de biens ecclésiastiques confisqués à la Révolution, d'acquisitions réalisées depuis le Second Empire (2).

(1) Dans une communication à la 1^{re} session du Congrès national du bois en 1953, M. GARRIGOU-LAGRANGE, Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux, donne les chiffres suivants: 6 800 000 hectares de forêts privées, 1 400 000 hectares de forêts domaniales d'Etat, 2 600 000 hectares de forêts de collectivités locales.

Dans un rapport au même congrès (Actes officiels p. 46 et s.), M. de GRANDCOURT donne les chiffres de 11 000 000 d'hectares dont 6 800 000 de forêts privées.

Lors des débats de décembre 1964 au Parlement sur la création de l'Office National des Forêts ont été avancés les chiffres de 11 600 000 hectares dont 7 440 000 de forêts privées, 1 660 000 de forêts d'Etat, 2 380 000 de forêts des collectivités locales.

En octobre 1966, M. ROTHE, secrétaire général du Comité des forêts, cite les chiffres de 11 720 000 hectares dont 7 623 000 non soumis au régime forestier, soit 65 % de la forêt française (Association interuniversitaire de l'Est, Colloque de Besançon, 1966, ronéo, p. 2).

(2) V.: DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE, Origine des forêts domaniales: Revue forestière française, 1960, p. 237-249.

2. — Compte tenu de l'importance de ce patrimoine et de sa division entre personnes physiques et morales, personnes publiques et privées, l'étude du régime juridique de la propriété forestière n'est pas sans intérêt alors surtout qu'il n'existe que peu d'exposés complets (3). En effet, les ouvrages de droit civil consacrent une quinzaine de lignes à la matière au cours des développements sur le régime des biens, même dans les traités en plusieurs volumes. La doctrine de droit public évoque la forêt dans les analyses du régime de la domanialité privée. Les études spéciales sont souvent anciennes (4). Quelques excellentes études partielles sont vite dépassées par les incessantes modifications législatives (5).

Il est possible de tenter de présenter de façon synthétique la situation du droit positif et de chercher à répondre ainsi aux questions que peut amener à poser actuellement la constatation précédemment évoquée de l'existence de propriétés forestières *privées* et *publiques*.

Celles-ci sont-elles soumises à un même régime ou à des régimes différents? Dans cette dernière hypothèse existe-t-il *un* régime de propriété privée et *un* de propriété publique? Ou plus de *deux* régimes? Ceux-ci sont-ils très éloignés? Présentent-ils, au contraire, des traits communs? Un fonds commun? Quel a été et quel est le sens de l'évolution du droit forestier?

Ce ne sont pas là de minces questions.

3. — Pour y répondre, trois éléments de choix sont susceptibles d'être utilisés en théorie. Il est possible de retenir le titulaire du droit de propriété, l'objet de ce droit, la fonction sociale de cet objet.

Envisage-t-on le *titulaire* du droit de propriété? Il faut conclure à une diversification des régimes, ne serait-ce que parce que l'administration échappe aux règles du droit commun sauf si elle utilise volontairement les techniques du droit privé et à condition que la détermination des compétences des autorités administratives lui permette de le faire.

(3) On ne peut citer que l'étude de M. H. JAFFRÉ, V° Forêt, in Répertoire de droit public et administratif, T. II, Dalloz 1953 et mise à jour 1966.

(4) MADELIN, Les restrictions légales au droit de propriété forestière privée, 1905.

Ch. GUYOT, Cours de droit forestier, Trois volumes, 1908-1912.

DELETTRE, Les lois forestières et les droits du propriétaire, 1909.

Ch. GUYOT, Le reboisement et la conservation des forêts privées, Nancy, 1920.

CASTAGNOU, Droit forestier, Institut des Hautes études de droit rural, ronéo, 1951-1952.

PAILLIE, Cours de droit forestier, Ecole secondaire des Barres, 2 tomes, ronéo, Nancy, 1957.

(5) G. FOUILLOUX, Le régime administratif des bois et forêts appartenant à des particuliers: A.J.D.A., 1962, p. 409 et s. — Depuis est intervenu notamment la loi du 6 août 1963.

Envisage-t-on l'*objet* du droit de propriété? Il faut alors conclure logiquement à l'existence d'un régime juridique unique applicable à la forêt.

Envisage-t-on la *fonction sociale* de la forêt? Il faut admettre alors à la fois la possibilité de diversification de nombreux régimes juridiques et celle d'une identité de régime entre certaines forêts privées et publiques.

4. — Le premier élément de choix cité s'inscrit dans la tradition juridique française. Il a été consacré très tôt. Il est susceptible d'être sérieusement discuté. Il apparaît à maints égards comme formel, simplificateur à l'extrême. Dès que l'on retient les caractères de l'objet du droit de propriété et, plus encore, ses fonctions, force est de trouver arbitraire la classification simple entre forêts privées et forêts publiques, classification fondée sur la *personne* propriétaire.

Celle-ci ne paraît plus devoir trouver d'autre justification que l'opposition entre une propriété constitutionnellement garantie « inviolable et sacrée » et une propriété dont le régime se fonde initialement sur les soucis de protéger les intérêts des administrés, d'éviter des dilapidations, de trouver des ressources, de lutter contre la possible incurie d'administrateurs.

5. — Qu'elle soit publique ou privée, la propriété porte sur un *même objet*: la forêt. Or, celui-ci présente dans les deux cas un particularisme dégagé très tôt, vu par les rédacteurs du code civil et qui justifie des développements des auteurs de droit privé: il est difficile de distinguer capital et revenu, fruits et produits.

Pour classer les bois dans ses catégories juridiques de *fruits* et de *produits*, le droit civil a été marqué par les conditions particulières de l'exploitation de la forêt. Les bois de haute futaie constituent-ils des fruits, c'est-à-dire des « choses produites par d'autres « de façon périodique plus ou moins régulière, sans que leur subs-
« tance en soit amoindrie et leur aptitude à produire » (6) ou sont-ils des *produits*, c'est-à-dire des « parties d'une chose qu'elle « ne peut, quand on les prélève, former à nouveau ou ne peut le « faire qu'en un temps trop long pour qu'on puisse y trouver la périodicité qui caractérise les fruits » (7). Pour tel auteur, ce sont des produits mais, cependant, par assimilation et en considération de la périodicité des prélèvements, le code considère les bois de haute futaie mise en coupes réglées comme des *fruits* (8). D'autres auteurs opèrent une distinction. « Les coupes de bois, taillis, ou

(6) AUBRY et RAU, Droit civil français, T. II, 1961, n° 37, p. 62.

(7) AUBRY et RAU, op. cit., n° 36, p. 63.

(8) Code civil article 591 — V. AUBRY et RAU, op. cit., T. II, 1961, n° 36, p. 63.

« de tous autres bois mis en coupes réglées sont des fruits; ils « résultent d'une exploitation normale d'après un aménagement « établi. Les coupes faites en dehors d'un aménagement établi, « coupes de haute futaie, sont des produits; elles ne sont pas le « résultat d'une exploitation normale, mais un capital qu'on réa- « lise partiellement » (9).

Si les fruits correspondent à la notion de capital, l'hésitation pour le classement des bois tient au fait que l'arbre *est à la fois revenu et capital*.

Encore faut-il observer que les revenus accroissent le capital: accroissements ligneux des arbres sur pied. Et, plus récemment, lors du débat parlementaire de décembre 1964, devait être soulignée cette difficulté de distinguer capital et revenu.

6. — Lors de ce même débat de décembre 1964, relatif à la création de l'office national des forêts, de nombreux députés ont souligné d'autre part que, pour eux, la gestion forestière était dominée plus par l'idée d'intérêt public que par celle de rentabilité (10).

Il s'agit là d'une expression moderne de considérations relatives à l'*intérêt social* de la forêt lesquelles sont apparues très tôt dans le droit forestier.

Il ne semble pas nécessaire d'analyser longuement les fonctions sociales de la forêt. Il y a longtemps que l'importance économique et sociale de celle-ci a été reconnue par les pouvoirs publics qui ont eu, très tôt, une politique forestière visant les propriétés forestières. Il a fallu lutter longtemps contre les conséquences fâcheuses du pacage du bétail, contre les usages locaux. Au XVI^e siècle, la monarchie lutte contre le gaspillage. Au XVII^e siècle, elle veut éviter une destruction de la forêt (Ordonnance de Colbert de 1669). On revient très vite sur quelques errements de l'époque révolutionnaire. Ainsi, la législation a souvent été très restrictive du droit de propriété privée. Mais lorsqu'elle l'a trop été, elle est... restée lettre morte. Il en a été ainsi pour l'ordonnance de 1554 qui affirmait le caractère de droit public des héritages forestiers et l'impossibilité pour les propriétaires d'en disposer d'une manière contraire « à la commodité de la société civile ». Le texte a été tenu en échec par les Parlements qui comptaient... des propriétaires. L'ordonnance de Colbert de 1669, que le Parlement de Paris fut obligé

(9) Ch. BEUDANT, Cours de droit civil français, seconde édition par R. BEUDANT et P. LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, t. IV, 1938, n° 320 et 440 en ce qui concerne les droits des usufruitiers sur les fruits. — Dans le même sens: A. COLIN et H. CAPITANT, Traité de droit civil refondu par L. JULIOT de LA MORANDIÈRE, T. II, n° 36.

(10) H. SERANY, J.O. Déb. A.N. 1964, p. 5934 — H. VALENET, J.O. Déb. A.N. 1964, p. 5938 — H. RADIUS, J.O. Déb. A.N. 1964, p. 5939 — M. R. PLEVEN, J.O. Déb. A.N., 1964, p. 5936.

d'enregistrer en lit de justice, suscita un mécontentement général et fut oubliée après Colbert.

Puis la forêt est exploitée pour fournir les bois à feu nécessaires à l'industrie naissante. Aussi, avec la Restauration, l'idée de protection et de conservation d'un patrimoine forestier apparaît comme la base même du *régime forestier* et le fondement des compétences des organes chargés de l'administration des forêts domaniales, chargés de la *police de la conservation* (11). En 1908, Ch. GUYOT définissait ainsi le régime forestier : « On entend par régime forestier un ensemble de *règles restrictives* s'appliquant à certaines forêts gérées par l'administration forestière qui a sur ces im- meubles un véritable pouvoir de tutelle dans un but d'*assurer plus efficacement la conservation de la propriété forestière*. »

Pour l'ensemble des forêts, certaines fonctions ont disparu ou ont vu leur importance diminuer, par exemple fournir du bois pour la marine ou des bois comme source d'énergie, ou du bois de mine. Mais d'autres fonctions sont de plus en plus mises en évidence. On attribue actuellement à la forêt trois rôles, d'abord celui de conservation des sols, protection des terres arables, régulateur des fleuves, ensuite un rôle sanitaire et touristique nécessaire à l'équilibre physique et moral des hommes, enfin un rôle économique (12). Les soucis actuels sont l'écologie et l'économie forestière.

Au plan économique, les besoins étaient en France besoins couverts à 77 %, en 1960 et il y avait un déficit, en 1963, de 6 200 000 m³. La F.A.O. a estimé, il y a quelques années, que la consommation des bois à pâte doit augmenter de 84 %. L'augmentation des besoins européens, notamment pour les industries du bois, a été soulignée.

7. — Actuellement, en présence des dispositions de l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789 à laquelle la Constitution du 4 octobre 1958 renvoie, on ne peut considérer que la conception du droit de propriété *fonction sociale* soit consacrée par le droit positif français. Mais, cependant, celui-ci considère actuellement que dans certaines hypothèses la propriété a une *fonction sociale à remplir*. Tel est le cas de la propriété privée forestière.

Faut-il dès lors s'étonner de la multiplication des interventions étatiques ? de la « publicisation » du régime juridique de la forêt privée.

(11) Cl. DURAND-PRINBORGNE, L'Office national des forêts, Revue forestière française, 1966, p. 2.

(12) V. déclaration de M. PISANI lors des débats de décembre 1964 à l'Assemblée Nationale. J.O. Déb. A.N., 1964, p. 5992.



8. — Il serait faux de soutenir qu'historiquement les considérations tenant à la personne titulaire du droit de propriété, à l'objet de propriété, aux fonctions sociales de cet objet se sont succédé dans cet ordre. Elles apparaissent en même temps. Les dispositions juridiques applicables aux forêts sont le plus souvent fondées sur les trois ordres de considérations. Mais la place respective des diverses considérations a, cependant, changé.

Dans un système de droit correspondant à la société libérale et bourgeoise du XIX^e siècle, la distinction entre propriétaires privés et publics ne pouvait pas être écartée. Elle devait logiquement constituer l'une des pièces maîtresses du droit forestier. Mais dans l'Etat contemporain, l'interventionisme croissant, la solidarité des activités publiques et privées, la prise en considération sans cesse accrue des besoins collectifs, de l'intérêt général expliquent la place acquise en droit par les règles inspirées de préoccupations sociales.

Schématiquement, mais sans inexactitude grave, il est possible de dire que le droit positif est formé d'apports successifs dont l'amalgame, parfois délicat à réaliser, traduit un glissement d'une diversification « organique » fondamentale de deux régimes — forêts privées et forêts soumises — vers un système superposant un fonds commun à ces deux régimes puis vers de nouvelles diversifications qui deviennent fonctionnelles.

La forêt, objet susceptible d'une appropriation, peut être propriété privée ou publique et la *summa divisio* inscrite dans notre droit depuis 1827 oppose forêts privées et forêts soumises (1^{re} partie). Mais la protection et la conservation du patrimoine forestier, préoccupation très ancienne des Pouvoirs publics, doit être assurée (2^e partie). L'exploitation forestière, enfin, doit être assurée conformément à l'intérêt général (3^e partie).

PREMIÈRE PARTIE

FORÊT PRIVÉE ET FORÊT « SOUMISE »

A — La forêt objet d'appropriation
et non objet d'une domanialité publique

9. — La doctrine du XIX^e siècle, à laquelle on doit la construction de la théorie du domaine public, n'a jamais considéré la forêt comme insusceptible d'appropriation et, constituant par là, une dépendance du domaine public (13). *La forêt est donc objet de propriété.*

10. — *Il en va ainsi, d'abord, des forêts appartenant à des personnes physiques ou morales privées (14).*

Cette propriété privée forestière n'a jamais été mise en cause sérieusement. Ainsi les projets gouvernementaux qui interviennent de 1906 à 1908 et préconisent la disparition des forêts privées n'ont pas réussi, pas plus que le rachat amiable préconisé par JAURÈS en 1908, pas plus que les projets de nationalisations de 1945. Au demeurant, cette nationalisation aurait été d'une mise en œuvre difficile car, par suite du morcellement de la propriété, elle

(13) Il faut noter l'opinion contraire, du doyen DUGUIT (Traité de droit constitutionnel, 3^e édition, T. III, p. 358) qui retient l'application aux forêts domaniales de la règle d'inaliénabilité qui caractérise la domanialité publique). Cette solution doit être écartée. En ce sens: Ch. BEUDANT, Cours de droit civil français, seconde édition par R. BEUDANT et P. LERBOURS-PIGEONNIÈRE, op. cit. T. IV, 1938, n^o 184.

Sur le critère du domaine public: Code du domaine de l'Etat, décret du 28 décembre 1957, art. 2 « Ceux des biens qui ne sont pas susceptibles d'une « propriété privée en raison de leur nature ou de la destination qui leur « est donnée, sont considérés comme des dépendances du domaine public national ».

(14) En fait, la place de la propriété industrielle est faible en France: V. P. BENDA, Politique d'accession de l'industrie des pâtes de bois à la propriété forestière, in: Bois et Forêts, Actes officiels du congrès national du bois, Bordeaux 1953, p. 479 et s.

aurait concerné plus de 1 500 000 propriétaires et beaucoup de petites propriétés (15).

Dans son article 2, le Code Forestier pose comme règle que « les particuliers exercent sur leur bois tous les droits résultant de la propriété... »

Certaines conséquences découlent de cette position du principe. La propriété forestière privée, d'abord, échappe à la soumission à un régime spécial, le régime forestier, au sens strict de régime applicable aux forêts domaniales d'Etat et aux forêts des collectivités locales. Ce régime, en effet, serait incompatible avec les règles qui découlent du caractère privé qui est celui de cette forêt. Ensuite, aucune intervention publique n'est possible sur elle sans l'accord ou la sollicitation du propriétaire. Enfin, les restrictions au droit de propriété, s'il doit en être apportées, sont juridiquement d'interprétation étroite.

Ainsi, la propriété forestière doit comporter en principe, pour son titulaire, tous les attributs du droit de propriété que l'article 544 du Code Civil définit comme « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue » sous réserve de n'en pas faire « un usage prohibé par la loi ou les règlements ». Le propriétaire peut normalement choisir le mode d'exploitation qui lui convient, exploiter ou ne pas exploiter, recueillir les fruits et revenus, chasser, pêcher sur les terrains, chercher et exploiter les carrières, tourbières, minières, disposer du bien par donation, échange, leg, aliénation. Il peut même dénaturer sa chose, la dégrader, la détruire.

Ce sont là les conséquences de ce que les auteurs de droit civil appelle le « caractère absolu du droit de propriété » (16), la gamme des droits d'user (usus), de jouir (fructus), de disposer (abusus), de l'objet (17). Mais des restrictions ont été très tôt apportées à ce droit...

11. — *De son côté, le patrimoine forestier des personnes publiques constitue une partie du domaine privé de celles-ci. Cette*

(15) 36 % des forêts privées ne comprennent que des domaines de moins de 20 hectares,

- 21 % entre 10 et 50 hectares,
- 11 % entre 50 et 100 hectares,
- 10 % entre 100 et 200 hectares,
- 11 % entre 200 et 500 hectares,
- 11 % de plus de 500 hectares.

Cité par M. ROTHÉ, art. préc. p. 3.

(16) A. COLIN et H. CAPITANT, op. cit., n° 32 — G. RIPERT et J. BOULANGER, op. cit., n° 2246 - 2247 et 2524.

(17) Sur les attributs du droit de propriété: AUBRY et RAU, op. cit., n° 141 et s., p. 236 et s. — BEUDANT, op. cit., n° 299 s. — A. COLIN et H. CAPITANT, op. cit., n° 33. — G. RIPERT et J. BOULANGER, op. cit., n° 2247 et s.

solution est reconnue par toute la doctrine de droit public (18) comme de droit privé (19).

La jurisprudence, de son côté, a consacré cette solution (20) et elle n'applique pas aux forêts la règle d'imprescriptibilité qui est l'une des caractéristiques du régime du domaine public (21).

La raison de cette solution est très nette et très simple: les forêts, soulignent les auteurs, sont un élément de la fortune des personnes morales publiques qui les possèdent, elles constituent une source de revenu: elles font *donc* partie du domaine privé (22).

Cette qualification entraîne une soumission de principe au droit privé.

« Le domaine privé de l'administration... constitue pour les divers collectifs administratifs une propriété ordinaire de même nature que la propriété privée des particuliers, soumise en principe aux règles du droit privé et dont le contentieux « relève en conséquence des tribunaux judiciaires » (23).

*
**

Il semblerait donc possible de conclure des précédentes analyses à l'identité de régime entre les forêts des particuliers et celles des personnes publiques, les unes et les autres étant soumises au droit civil.

Il n'en est rien.

12. — En 1827, le Code Forestier a tracé, selon les propres termes de ses rédacteurs, une « profonde ligne de démarcation entre les bois qui doivent être soumis au régime forestier et ceux qui, appartenant à des particuliers ne peuvent être assujettis qu'à des restrictions peu nombreuses et compatibles avec l'exercice du droit de propriété ».

(18) A. de LAUBADÈRE, *Traité élémentaire de droit administratif*, 3^e éd., 1963, T. 3, n° 233 et 365 — M. WALINE, *Droit administratif*, 8^e éd., Paris, n. 1583 — DUFAY, *Le domaine privé*: J. Cl. A. Fasc. 409, n. 45 — DEMEN-THON, *Traité du domaine de l'Etat*, 5^e éd., 1953. — J.M. AUBY, *Contribution à l'étude du domaine privé de l'administration*: E.D.C.E., 1958, p. 43.

(19) AUBRY et RAU, *op. cit.*, n° 47, p. 76 — BEUDANT, *op. cit.*, n° 184 — A. COLIN et H. CAPITANT, *op. cit.*, n° 187 — G. RIPERT et J. BOULANGER, *Traité de Droit civil*, T. II, 1957, n° 2133.

(20) Cass. req. 23 juillet 1935, Hériot, Haupin, Laire et Lemoine c/Verhaege et autres: D.H. 1935, p. 538 — Cons. d'Etat, 20 mars 1957, Auger: R.P.D.A., 1957, p. 67.

(21) Cass. civ. 27 juin 1854, Commune de Montigny-lès-Vaucouleurs c/Etat: DP 1855 - I 261, S. 1855 - I-457 — Cass. req. 9 avril 1956, Etat c/Commune de Montigny-lès-Vaucouleurs: D.H. 1856 - I - 187, S/ 1856 - I - 808.

(22) BEUDANT, *op. cit.*, n° 184 in fine. Sur cette fonction patrimoniale et financière du domaine privé: J.M. AUBY, *art. préc.*, p. 36.

(23) A. de LAUBADÈRE, *op. cit.* n° 365. Dans le même sens: J.M. AUBY, *art. préc.* p. 37 — DUFAY, *art. préc.* fasc. 409, n° 61.

Les forêts des personnes publiques et de quelques personnes morales privées sont soumises à un régime particulier qui les oppose aux forêts privées. *La summa divisio du droit français est celle entre forêts privées et forêts soumises.*

L'article 1^{er} du Code Forestier soumet au régime forestier « les « bois, forêts et terrains à boiser qui font partie du domaine de « l'Etat ou sur lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis « les bois et forêts susceptibles d'aménagements, d'exploitation « régulière ou de reconstitution et les terrains à boiser... appar- « tenant aux départements, aux communes, aux sections de com- « mune, aux établissements publics, aux établissements d'utilité « publique, aux sociétés de secours mutuels et aux caisses d'épar- « gne ou sur lesquels ces collectivités et personnes morales ont « des droits indivis ».

Le régime forestier s'applique en fonction du *titulaire du droit de propriété* sur la forêt : il s'agit principalement de personnes morales publiques. La solution apparaît d'autant plus nettement que l'article 2 du Code dispose que les « *particuliers* exercent sur leurs bois tous les droits résultant de la propriété... ».

Il n'est donc pas permis de dire que les considérations relatives à la personne du propriétaire de la forêt sont sans intérêt en droit positif.

La soumission au Code Forestier s'impose de plein droit et sans option possible pour les personnes visées à l'article 1^{er} en application du Code pour les forêts de l'Etat et, par arrêté ministériel ou préfectoral, pour les collectivités publiques (Code Forestier, art. 82). Il y a dessaisissement des administrateurs habituels de celles-ci, ceci pour protéger le patrimoine (24).

13. — La différenciation des régimes des forêts privées et des forêts soumises s'accompagne, normalement, mais non toujours, d'une distinction des responsables de l'exploitation : administration puis office national pour les forêts soumises, particuliers pour les forêts privées, sauf dessaisissement volontaire de ceux-ci.

B — Le particularisme des deux régimes des forêts

14. — Le particularisme du régime des forêts, propriétés publiques, ne tient donc pas au seul fait d'une soumission au régime juridique de la domanialité privée qui comporte des règles exorbitantes du droit commun et des dérogations au droit civil : le régime des forêts, principalement de celles de l'Etat, présente un particularisme *au sein même du droit applicable au domaine privé* (25).

(24) CASTAGNOU, Droit forestier, institut des Hautes Etudes de droit rural, 1952, ronéo, p. 5.

(25) A. de LAUBADÈRE, op. cit., n° 365.

Il ne saurait être question de reprendre ici tout le régime forestier, il suffit d'en dégager quelques traits. Le régime forestier est, dans l'ensemble, le même pour les forêts de l'Etat et celles des autres personnes publiques (Code Forestier, art. 7 à 57 et 98 et s). Il se caractérise, d'abord, par un *aménagement*, c'est-à-dire une détermination préalable faite par acte administratif du mode de culture et d'exploitation de la forêt pour en obtenir les meilleurs revenus pour le propriétaire. Les *ventes* de coupes sont soumises à des règles très particulières : la vente a lieu en bloc et sur pied et il y est procédé par adjudication publique. Les mêmes procédures sont normalement utilisées pour la vente ou la concession des produits accessoires (chablis, produits de récupération, d'élagages, d'essartement, bois incendiés, glands, fruits, etc...). Enfin, l'*aliénation* des forêts domaniales est soumise à des règles particulières.

Par suite de gaspillages de la royauté qui vendait les forêts et trouvait facilement acquéreurs, l'ancien régime avait déclaré les forêts inaliénables. Le principe d'inaliénabilité des forêts domaniales de l'Etat, exception au régime juridique des biens du domaine privé de l'Etat, a été posé ensuite par le législateur révolutionnaire, en même temps que celui d'imprescriptibilité par les décrets des 19-21 décembre 1789 (art. 10), 9-2 juillet 1789 (art. 1), 6-23 août 1790 (art. 1), 22 novembre - 1^{er} décembre 1791 (art. 12). Mais une loi de finances du 25-26 mars 1817 (art. 145 et s) autorise la prescription. Un doute subsiste sur la portée de ce texte, celui-ci est considéré tantôt comme ayant abrogé la législation antérieure sur l'inaliénabilité (26), tantôt comme ne l'ayant pas fait (27). Les ventes sont possibles mais la règle ancienne de 1791 exige une autorisation législative pour l'aliénation d'une forêt domaniale d'Etat (28). Depuis, le Code du domaine de l'Etat rédigé postérieurement à la Constitution de 1958 prévoit en son article L. 62 que l'aliénation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi sauf pour

(26) GUYOT, Cours de droit forestier, 1908-1912, 3 volumes, n° 838 — JAFFRE, art. préc., n° 39.

(27) Cass. req: 8 août 1953 D. 1954-5-143 — L. DUGUIT, op. cit., p. 358 — Cl. BEUDANT, op. cit., n° 184 — G. RIPERT et J. BOULANGER, op. cit., n° 2133.

(28) JAFFRE, art. préc., n° 39 — J.M. AUBY, art. préc., p. 43 — J. DUBAU, art. préc., n° 114 — Il convient d'observer que l'exigence posée par la loi de 1791 d'une autorisation législative rend un peu vain le débat sur le point de savoir si la loi de finances de 1817 a abrogé ou non la législation révolutionnaire. Si elle ne l'a point fait les forêts domaniales de l'Etat sont inaliénables, mais l'obligation de respecter le principe d'inaliénabilité s'impose seulement aux autorités administratives, le législateur pouvant toujours y déroger. Si elle l'a fait, la forêt est aliénable et l'intervention du législateur constitue alors une mesure de protection du patrimoine forestier contre un risque de dilapidation par des ventes qui seraient décidées par des autorités administratives. Il y a simplement entre les deux solutions déplacement de la règle protectrice de la forêt, là elle résulte de l'interdiction préalable de toute aliénation, ici elle résulte de la réalisation d'une aliénation en la forme législative.

les forêts de moins de 150 hectares « qui ne pourraient pas sup-
« porter les frais de garderie et qui ne sont pas nécessaires pour
« garantir les bords des fleuves, torrents et rivières et sont séparés
« et éloignés d'un kilomètre au moins des autres bois et forêts
« d'une grande étendue ». Mais la Constitution du 4 octobre 1958
ne retient pas l'aliénation des forêts domaniales de l'Etat dans l'ar-
ticle 34 qui détermine la compétence législative...

Pour les autres personnes dont les forêts sont soumises au régime forestier, il faut une autorisation ministérielle pour la vente, comme pour l'échange. Tout partage des bois communaux entre les habitants est frappé de nullité absolue. Mais la doctrine paraît ne pas considérer les conditions de fond et de forme de l'aliénation comme mettant en cause le principe d'aliénabilité (29).

Tout n'est pas particularisme cependant dans le régime de la forêt soumise, et bien des règles ne s'éloignent pas de celles du droit civil, quand elles ne sont pas elles-mêmes empruntées à celui-ci. Ainsi, le droit forestier édicte des règles particulières de délimitation (30) mais celles-ci se rapprochent du bornage du droit civil : faute d'accord amiable la délimitation s'opère par voie judiciaire. La forêt soumise est prescriptible dans les conditions du droit commun (31). Les échanges domaniaux existent. Les travaux sont considérés comme ne constituant pas des travaux publics (32).

Il n'en demeure pas moins que cette rapide description du droit applicable aux forêts soumises révèle une rupture accusée avec le régime de droit civil applicable à la forêt privée... à condition que celle-ci soit bien soumise totalement au droit civil.

15. — Or, l'application des attributs essentiels du droit de propriété à la forêt privée ne se conçoit pas.

Le simple énoncé des pouvoirs du propriétaire sur son bien fait immédiatement apparaître les problèmes propres à la propriété forestière. Si le droit de disposer du bien à titre gratuit — don ou leg — ou à titre onéreux — échange ou vente — ne soulève pas de difficultés, il n'en va pas de même des autres droits.

Le propriétaire serait libre d'exploiter ou non ? Mais cette liberté même ne peut-elle pas nuire ? La non-exploitation peut préjudicier à l'économie nationale par non-production, à la conservation du patrimoine forestier par détérioration du capital... Le propriétaire serait libre de choisir son mode d'exploitation ? Et si ce mode d'explo-

(29) AUBRY et RAU, op. cit., n° 46, p. 76.

(30) Code Forestier, art. 7 et s. — JAFFRE, V. Forêt, in: Encyclopédie Dalloz, Dr. Public, T. II, n° 19 et s. — A. de LAUBADÈRE, op. cit., n° 271 et 370.

(31) GUYOT, op. cit., n° 839 — JAFFRE, op. cit., n° 29 — BEUDANT, op. cit., n° 184 et arrêts cités.

(32) JAFFRE, op. cit., n° 91 — Trib. des Conflits, 24 janvier 1952, conservateur des Eaux et Forêts de la Corse: Rec. p. 613.

rière les sols, s'il affecte l'équilibre biologique. Le propriétaire recueille les fruits, les revenus; mais n'est-il pas à craindre qu'il sacrifie l'avenir au présent, le capital au revenu immédiat, qu'il ne tue la poule aux œufs d'or par ignorance, impatience, négligence. Peut-il exploiter les carrières, tourbières, minières sans risques pour la forêt? Comme un leit-motiv dans toutes les hypothèses qui viennent d'être évoquées revient immédiatement la formule « il faut assurer la conservation du patrimoine forestier et partout contrôler son exploitation » quels que puissent être les motifs de cette conservation: économiques, biologiques... Le droit de propriété subit des restrictions.

Bien entendu, l'existence de celles-ci ne constitue pas et n'a jamais constitué, en France, une situation propre à la propriété forestière. Les rédacteurs du Code Civil déjà et, plus encore, le législateur contemporain, ont apporté de notables restrictions en des domaines fort divers à ce « droit de jouir et de disposer des choses de la *manière la plus absolue* » (33).

Mais les atteintes au droit de propriété ont été plus nombreuses, sont intervenues souvent plus tôt, et ont été plus profondes en matière forestière qu'en tout autre domaine. « Les restrictions sont « assez nombreuses pour que l'on puisse dire qu'il y a un *régime spécial de la propriété forestière* » ont écrit deux éminents civilistes (34). Faisant écho à cette opinion, M. G. FOUILLOUX, dans une étude consacrée en 1962 au « Régime administratif des bois et forêts appartenant à des particuliers », évoque la « substitution de la gestion collective à la gestion individuelle » et celle « de l'intérêt général aux intérêts des propriétaires forestiers » (35).

La profession elle-même admet la nécessité d'existence d'un statut. Elle le souhaite parfois mais, en le voulant cohérent, déduit d'une conception d'ensemble qui ne soit pas en ce domaine anti-libérale. Ainsi en 1931, l'Assemblée des Chambres d'agriculture de France a émis un vœu pour que la forêt soit dotée d'un statut juridique et fiscal qui tienne compte de la nature spéciale de cette propriété, en assure la *consistance*, la *continuité* et la transmission et, en 1946, inquiète de certains projets relatifs à la forêt, la Fédération des propriétaires forestiers sylviculteurs avait diffusé un manifeste proposant aux Pouvoirs publics « d'établir et de faire

(33) Ainsi par les législations sur les monuments historiques (Lois du 30 mars 1887 et du 31 décembre 1913), l'urbanisme et les constructions immobilières (Code de l'Urbanisme), l'utilisation des terres incultes (Code rural), le remembrement rural et la réorganisation foncière (Code rural), le remembrement urbain, la protection des monuments naturels et des sites, le régime minier. La loi a été jusqu'à restreindre le droit d'aliéner (monuments historiques), ou permettre des transferts forcés de propriété (terres incultes).

(34) G. RIPERT et J. BOULANGER, op. cit., n° 2599 in fine.

(35) Art. préc., p. 411 et 412.

homologuer un statut de la forêt privée, véritable charte de l'organisation professionnelle et interprofessionnelle » (36).

Ainsi comme la forêt « publique » échappe au régime du droit commun de la domanialité privée, la forêt privée échappe largement au régime du droit de propriété du Code Civil.

Dans ces conditions, le problème de la comparaison des régimes des deux catégories de propriété forestière reste entier. En effet, il convient de se demander dans quelle mesure, en droit positif, l'opposition tranchée des articles 1 et 2 du Code Forestier recouvre une réalité. Il est possible d'imaginer une évolution du régime des propriétés privées qui rapproche celui-ci du régime des forêts soumises ou l'existence de règles communes.

Ici interviennent les considérations relatives à l'objet du droit de propriété et aux fonctions sociales des forêts: il faut d'abord assurer la conservation du patrimoine forestier.

(36) Cité par de GRANDCOURT, art. préc., p. 47.

DEUXIÈME PARTIE

LA PROTECTION DU CAPITAL FORESTIER

16. — Pour des raisons variables, en fonction de la prise en considération d'intérêts divers, la conservation du capital forestier a toujours été au premier rang des préoccupations des Pouvoirs publics, or, les risques ne sont pas ici différents selon que la forêt est publique ou privée. Les conséquences de l'incendie par exemple, ou des défrichements abusifs sont les mêmes dans l'un et l'autre cas.

17. — Mais les voies d'intervention de la puissance publique et les fondements de cette intervention ne sont pas les mêmes.

L'Etat luttant contre les dilapidations possibles de son domaine forestier, protégeant celui-ci contre des atteintes extérieures, se comporte en propriétaire et use de ses prérogatives étatiques. Il est fondé à intervenir pour protéger son patrimoine. Il est justifié à intervenir parce que ce patrimoine présente un intérêt pour la collectivité. Il prend facilement les mesures qui s'imposent. Celles-ci constituent d'abord des règles de conservation qui s'imposent à des agents soumis au pouvoir hiérarchique, Administration des Eaux et Forêts, ou à un office sur lequel s'exerce une tutelle et dont il détermine les règles essentielles de fonctionnement (37). Elles constituent, ensuite, des règles de police dont l'Etat impose l'observation aux administrés (38).

L'intervention de l'Etat aurait pu poser de plus délicats problèmes pour les forêts des collectivités publiques, départements et communes, et pour les établissements publics. En pratique, les règles sont ici souvent antérieures à l'apparition de véritables collectivités *décentralisées*. La soumission des forêts de ces personnes morales de droit public au régime forestier des *forêts soumises* permet à l'Etat d'intervenir par les mêmes procédés que pour son propre patrimoine. L'existence de personnes morales distinctes de l'Etat n'emporte pas de conséquences juridiques essentielles. Au surplus,

(37) Cf. DURAND-PRINBORGNE, art. préc.: R.F.F., 1966, p. 9 et 20.

(38) Police de la conservation proprement dite mais aussi dans une certaine mesure police de la pêche et police de la chasse. Sur celle-ci, V. Observation Cf. DURAND-PRINBORGNE, art. préc., R.F.F., 1966, note 13,

l'exploitation forestière relevant successivement d'une administration de l'Etat — les Eaux et Forêts — puis d'un Office national, la ressemblance s'accuse avec le régime des forêts domaniales d'Etat.

Pour les forêts privées on pourrait, au contraire, au nom du *droit de propriété*, contester au plan des principes toute intervention publique alors surtout qu'aux termes de l'article 2 du Code Forestier, en droit positif, « les particuliers exercent sur leurs bois tous les droits résultant de la propriété... ». L'ancienneté des interventions étatiques, le nombre de celle-ci prouve assez qu'une telle thèse n'a jamais été admise. Et le texte de l'article 2 du Code Forestier dans sa rédaction de 1827 après le principe ajoute « ... sauf « les restrictions qui sont spécifiées dans le présent code ». La rédaction actuelle est encore plus nette. En droit positif, certaines des conséquences juridiques du droit de propriété parmi les plus importantes sont délibérément écartées lorsque l'intervention de la puissance publique se fait autoritaire afin d'assurer le respect d'un intérêt général essentiel de la collectivité. La puissance publique intervient alors par la voie du procédé de la police, c'est-à-dire par une *réglementation unilatérale d'activités*. La police de la forêt privée comporte deux branches distinctes. L'une est constituée par un régime protecteur du capital forestier. L'autre par une réglementation des modalités d'exploitation.

Enfin, quel que soit le propriétaire du patrimoine forestier, la puissance publique agit par la voie de dispositions réglementaires unilatérales. Il y a donc une profonde *similitude des formes juridiques d'action*.

Plus encore, il y a souvent identité profonde, au delà des apparences, des règles applicables aux forêts soumises et aux forêts privées qu'il s'agisse de protéger le capital contre une destruction par son propriétaire (A) ou contre des atteintes diverses, fléaux, faits des tiers (B).

A — La protection du capital forestier contre sa destruction par le propriétaire

18. — Il s'agit ici du problème du défrichement. En pratique, le défrichement peut constituer tantôt une *destruction* totale ou partielle de la forêt, tantôt une *exploitation* de celle-ci. Dans la première hypothèse, le défrichement apparaît comme la mise en œuvre par le propriétaire du droit de détruire la chose, qui constitue en droit privé l'un des attributs essentiels du droit de propriété (39). Mais on doit aussi compter au titre des règles relatives à la protection du capital forestier celles qui, en déterminant les moda-

(39) AUBRY et RAU, op. cit., n° 141, p. 237. — A. COLIN et H. CAPITANT, op. cit., n° 33 — BEUDANT, op. cit., n° 303.

lités d'exploitation, évitent une destruction motivée par la recherche de gains immédiats. Dans ce cas, le *défrichement* constitue une manifestation du droit de libre exploitation du propriétaire, lequel est un des éléments du droit de jouissance (40) et non plus de disposition. Ce droit est réglé par les mêmes dispositions que le droit de détruire: par les articles 157 et 158 du Code Forestier. Il est tenu pour défrichement indirect (Code Forestier, art. 159 al. 3).

Le droit de défricher n'est vraiment reconnu entièrement aux particuliers que dans des cas qui constituent autant d'exceptions à un principe d'autorisation préalable: forêts de moins de 4 hectares ne provenant pas d'un reboisement ou ne se trouvant pas au sommet ou sur une pente en montagne, parcs et jardins clos de moins de 10 hectares attenants à une habitation principale, bois de moins de 20 ans sauf s'ils proviennent d'un reboisement.

En dehors de ces cas *limitativement énumérés*, le défrichement est soumis au *principe de l'autorisation préalable de l'administration* qui peut s'opposer à celui-ci (Code Forestier, art. 158). Le propriétaire doit faire la déclaration à la sous-préfecture au moins quatre mois à l'avance. Pendant ce délai, l'administration peut signifier son opposition. Le Ministre de l'agriculture statue sur celle-ci après avis de la section compétente du Conseil d'Etat. Toutefois, l'opposition ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est nécessaire au maintien des terres en montagne, à la défense des sols contre les érosions et les envahissements des cours d'eau, à l'existence des sources et des cours d'eau, à la protection des dunes et côtes contre la mer, à la salubrité publique, à la défense nationale et au ravitaillement national en bois et produits dérivés (Code Forestier, art. 158).

19. — En ce qui concerne les forêts domaniales de l'Etat, le capital forestier est efficacement et simplement protégé par la soumission à un aménagement réglé par arrêtés du Ministre de l'agriculture. La création de l'Office National des Forêts ne change rien à cette solution (41). Le défrichement doit être prévu à l'aménagement ou celui-ci doit être modifié.

Les bois des départements, communes, sections de communes, établissements publics et d'utilité publique, sociétés de secours mutuels et caisses d'épargne soumis au régime forestier (Code Forestier, art. 1^{er} al. 2 et art. 82) sont soumis à un régime semblable.

(40) BEUDANT, op. cit., n° 302 et s.

(41) L. du 23 décembre 1964, art. 1^{er}, al. 1 et D. n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant R.A.P. pour l'application de la L. du 23 décembre 1964, art. 2 et 3. Cf. DURAND-PRINBORGNE, art. préc. R.F.F. 1966, p. 9 et A.J.D.A. 1966, p. 19.

C'est le Ministre de l'agriculture qui décide des changements d'aménagement (Code Forestier, art. 83), le représentant de la personne morale ayant été entendu. Celle-ci ne « peut faire aucun défrichement sans une autorisation expresse et spéciale du *gouvernement* » (Code Forestier, art. 85). Cette règle est même pénalement sanctionnée y compris en cas de défrichement indirect (Code Forestier, art. 85 al. 2 et art. 159 al. 3).

20. — Ainsi, qu'il s'agisse de forêts privées ou de forêts soumises, la décision d'autoriser le défrichement relève d'une autorité administrative, Ministre de l'agriculture en droit ou en fait, et celle-ci statue par décision administrative unilatérale. Cette compétence administrative est plus ou moins discrétionnaire (42). Le contrôle du juge ne peut porter sur l'opportunité de la décision. Le contrôle de la qualification pose des problèmes techniques et le contrôle du juge est donc limité. Une annulation contentieuse ne se peut concevoir en définitive que pour détournement de pouvoir ou erreur sur les motifs.

21. — Il existe cependant quelques règles particulières aux forêts soumises. Au nombre de celles-ci, il faut citer celle de la réserve du quart dans les bois de 10 hectares et plus (Code Forestier, art. 87) et celles qui tendent à éviter une dilapidation par les autorités publiques. Alors que le propriétaire privé peut disposer de sa forêt à titre gratuit — donation et leg — ou à titre onéreux, l'aliénation des forêts soumises est réglementée et la « propriété des bois communaux ne peut jamais donner lieu à partage entre les habitants » (Code Forestier, art. 86).

B — La protection du capital forestier contre le fait des tiers et les fléaux

22. — Le souci de protection du patrimoine forestier rapproche ici encore singulièrement forêts privées et forêts soumises. Les règles de protection leur sont communes pour une large part bien que prévues par des dispositions différentes (Code Forestier, art. 98 à 142 pour les forêts soumises et art. 143 à 156 pour les forêts privées).

23. — Certes, les personnels chargés de la recherche, de la constatation et de la poursuite des délits et contraventions sont parfois différents garde-champêtre, gendarmes (Code Forestier, art. 150), gardes particuliers (Code Forestier, art. 143) dans les forêts pri-

(42) Elle l'est totalement dans le cadre de l'art. 85 du Code Forestier. Elle l'est moins dans le cadre de l'art. 158 du Code Forestier, ce qui peut assurer une meilleure protection des intérêts privés.

vées, agents des Eaux et Forêts puis de l'O.N.F. dans les forêts soumises (Code Forestier, art. 105).

Mais l'article 148 du Code Forestier permet au propriétaire privé de confier par contrat à l'administration des Eaux et Forêts, depuis 1965, à l'O.N.F. (L. 23 décembre 1964, art. 1^{er}, I, al. 3 et D. du 7 décembre 1965, art. 4), moyennant une redevance annuelle, la conservation des bois et forêts. Alors s'appliquent aux forêts privées certaines dispositions du régime forestier : les chapitres relatifs à la poursuite des délits et contraventions commis dans les bois soumis au régime forestier (Code Forestier, art. 105 à 132, sauf deux alinéas, art. 115, 2 et art. 152, 2) et à l'exécution des jugements concernant les délits et contraventions commis dans les bois soumis au régime forestier (art. 133 à 138).

24. — Mais alors même que le propriétaire privé ne prendrait pas l'initiative de confier à l'administration la police de ses biens, l'article 152 du Code Forestier prévoit l'application aux poursuites des délits et contraventions commis sur les bois des particuliers de nombreuses dispositions empruntées au régime forestier : art. 107 (saisies des bestiaux en délit, instruments, voitures, attelages), art. 108, art. 109 (flagrant délit), art. 113 (procès-verbal de saisie), art. 114 (main levée de la saisie), art. 115 (vente des bestiaux saisis), art. 127 (exception préjudicielle de propriété), art. 132 (application de principe du code de procédure pénale, sauf dispositions contraires), personnel compétent pour constater les infractions dans les massifs forestiers particulièrement exposés aux incendies (art. 185-2, rédaction de la loi du 16 juillet 1966). Ainsi des solutions identiques s'appliquent dans certains périmètres dans lesquels les risques d'incendie sont grands (Loi du 16 juillet 1966, art. 5). Les règles d'application des peines qui sont prévues au titre IV du Code Forestier (Code Forestier, art. 190-197) sont communes.

Il existe aussi des incriminations communes (Code Forestier, art. 166 à 177). Dans cette hypothèse, c'est la protection assurée au fond, et non plus les moyens de protection que sont les agents et les procédures de constatation et de poursuite, qui est identique pour les forêts privées et les forêts soumises. Parmi ces dispositions, on doit citer d'abord l'interdiction faite aux riverains des bois et forêts de demander l'élagage des arbres de lisière quand ceux-ci ont plus de trente ans (Code Forestier, art. 169), solution contraire à celle qu'édicte le Code Civil en son article 673 (43).

(43) L'article 673 du Code civil prévoit que celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbustes, arbres et arbrisseaux du voisin peut contraindre celui-ci à couper ces branches et a le droit de couper à la limite de la ligne séparative des fonds les racines, ronces et brindilles — V. : AUBRY et RAU, op. cit., n° 178, p. 303 — Toutefois, dans les bois soumis au régime forestier les élagages de lisière sont autorisés par le conservateur sur la demande des riverains, après avis des conseils municipaux s'il s'agit de bois communaux.

On relève ensuite la protection contre les coupes (art. 171 et 172), contre l'arrachage des plants (art. 173), la mutilation des arbres (art. 174), l'enlèvement de bois et chablis (art. 175 et 176). Aux termes de l'article 145 du Code Forestier, les propriétaires jouissent « de la même manière que le gouvernement... de la faculté d'affranchir leurs forêts de tous droits d'usage en bois » selon les règles mêmes qu'édicte l'article 60 du Code pour les forêts de l'Etat. La falsification et la contrefaçon des marteaux des particuliers servant aux marques forestières sont pénalement réprimées (Code Forestier, art. 144) de même que celles des marteaux de l'Etat aux marteaux particuliers à ses personnels techniques (Code Pénal, art. 140, 141 et 439).

Parmi les risques que court la forêt, l'incendie est le plus grave. Eviter ce risque exige une éducation du public et la mise en place d'un système de répression. Aussi le législateur est intervenu, depuis longtemps déjà. Le Code Forestier de 1827 interdisait à toute personne autre que le propriétaire de porter et d'allumer un feu à l'intérieur ou à une certaine distance des forêts. L'interdiction a été étendue aux Maures et à l'Estérel par une loi du 6 juillet 1870. Divers textes (44) ont élaboré un régime protecteur.

Ces dispositions sont partie intégrante des dispositions relatives à « la police et la conservation des *bois en général* » (Code Forestier, Livre IV).

Actuellement, la législation protectrice de la forêt contre l'incendie comprend d'une part des dispositions du Code Pénal, d'autre part des dispositions anciennes du Code Forestier, enfin des lois particulières à une région (45) ou de caractère général.

Ces dispositions réglementent l'usage du feu en forêt et déterminent l'autorité responsable de la lutte contre le feu.

Pour l'essentiel, c'est-à-dire la réglementation des incinérations de végétaux, l'interdiction de fumer en forêt, d'y faire du feu (Code Forestier, art. 178), la répression de la violation de ces prescriptions (Code Forestier, art. 176 al. 2), la répression des incendies (Code Forestier, art. 179), les servitudes découlant de l'existence de voies ferrées (Code Forestier, art. 180), les dispositions du droit positif valent pour toutes les forêts sans distinction de propriétaire.

Le régime protecteur devient plus particulier dans l'hypothèse du classement (Code Forestier, art. 181 et s.).

(44) Loi du 28 mars 1924, Modifiée par la loi du 22 février 1936, Décret du 26 septembre 1953, art. 3 de la loi du 31 décembre 1953, art. 7 de la loi du 29 décembre 1956, ordonnance du 23 décembre 1958 codifiées (art. 178 à 186 du Code forestier) et loi n° 66-505 du 16 juillet 1966.

(45) Loi du 19 août 1893 dite des Maures et de l'Estérel; Ordonnance du 28 avril 1945 pour les Landes. Loi du 12 juillet 1966 pour les massifs forestiers des circonscriptions d'action régionale de « Provence, Côte d'Azur, Corse » et « Languedoc ». Mais ce dernier texte renferme des dispositions générales.

La législation la plus récente en matière d'incendie de forêts abandonne un peu l'orientation générale des textes antérieurs qui procèdent par interdictions pour éviter l'apparition du risque, sous réserve des dispositions relatives aux pare-feu. Elle tend, par la loi du 12 juillet 1966, à déterminer ou à généraliser des mesures de protection au moyen de travaux d'aménagement et d'équipement. Ces travaux peuvent être déclarés d'utilité publique (Loi du 12 juillet 1966, art. 2). Le texte tend à lutter contre la négligence possible des collectivités locales (Art. 3 de la loi - Code Forestier, art. 172-2 nouveau) et l'indifférence parfois coupable des propriétaires privés qui ne prennent pas les mesures qui s'imposent. L'Etat offre à ceux-ci son aide (Loi du 12 juillet 1966, art. 4, art. 9 insérant un art. 186-1 au Code Forestier). Mais des *mesures d'exécution d'office* sont prévues (Loi du 12 juillet 1966, art. 10 insérant au Code Forestier deux art. 178-1 1° et 2° et 180-1): débroussaillage, nettoyage des coupes de rémanent et des branchages après exploitation, le tout exécuté aux frais du propriétaire.

La loi de 1966 prévoit aussi des mesures de reconstitution.

25. — Toute la législation protectrice du capital forestier, souvent applicable indistinctement aux forêts publiques et privées, est évolutive. Les risques changent en effet. Ceux que les droits d'usage ont fait courir aux massifs forestiers ont disparu. Les risques d'incendie ont sensiblement augmenté et figurent au premier plan des préoccupations actuelles des Pouvoirs publics. De nouveaux risques deviennent inquiétants, ainsi ceux qui viennent des touristes, amateurs de pique-nique, promeneurs, amateurs de fleurs et de champignons. Tous peuvent provoquer volontairement ou involontairement le massacre des sites, une gêne à l'exploitation, une rupture de l'équilibre biologique.

TROISIÈME PARTIE

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

26. — Le rapprochement des régimes juridiques des forêts privées et des forêts soumises est moins accusé pour l'exploitation qu'il ne l'est pour la conservation du capital forestier.

Il n'en existe pas moins.

D'une part, dans ce que l'on pourrait considérer comme les règles de *droit commun* de l'exploitation, il faut noter l'existence d'un principe directeur de l'exploitation forestière dans son ensemble: *l'exploitation à caractère industriel et commercial dans un but d'intérêt général* (A).

D'autre part, on assiste à la *multiplication de régimes spéciaux* qui font largement ou totalement abstraction de la personne propriétaire et se fondent sur la *fonction sociale de la forêt* (B).

A — La forêt objet d'exploitation industrielle et commerciale dans un but d'intérêt général

27. — La conception dominante, il y a encore quelques années, est d'opposer exploitation privée et exploitation publique.

Celle-là est abandonnée aux seuls propriétaires auxquels il appartient de décider des modes d'exploitation et de poursuivre celle-ci en fonction de leurs intérêts sous réserve de ne pas porter atteinte au capital.

La forêt soumise a essentiellement, elle aussi, une fonction patrimoniale, financière: elle procure des revenus. Mais l'exploitation en est confiée à une administration, celle des Eaux et Forêts, qui agit dans le cadre des arrêtés d'aménagement et se voit imposer des règles spéciales dérogoires aux règles habituelles dans la gestion du domaine privé, par exemple le recours à l'adjudication pour les ventes de coupes de bois (Code Forestier, art. 17 et s. et 88 et s.), les glandées, panages, pâturages (Code Forestier, art. 53 et s.). Le domaine forestier sert parfois d'assiette à l'exécution de services publics, mais ceux-ci le sont comme ils le sont sur les propriétés privées. On peut citer ainsi la surveillance pour éviter

la propagation des incendies (46). De même les travaux de reboisement (Code Forestier, art. 198) sont regardés comme services publics qu'ils soient exécutés sur le domaine privé ou sur une propriété privée (47). La gestion du patrimoine domanial ne constitue pas elle-même une mission de service public.

La forêt privée est sous-exploitée ou mal exploitée par certains de ses détenteurs mais ceux de ses propriétaires qui s'intéressent à leur bien font une gestion dynamique. Le secteur forestier de la forêt soumise constitue, lui, un secteur pilote. Mais ici l'exploitation tend à échapper, au moins partiellement, aux lois du marché du bois, les coupes n'étant pas directement déterminées par l'état de celui-ci, là, au contraire, l'exploitation peut être moins régulière pour suivre l'évolution des marchés.

Cette présentation n'est plus valable actuellement. D'une part, la gestion des forêts publiques voit ses bases modifiées. D'autre part, la collectivité nationale ne peut rester indifférente à la façon dont est géré le patrimoine forestier privé.

a) *L'exploitation de la forêt soumise.*

28. — Depuis longtemps déjà, l'exploitation forestière publique fait place à des préoccupations qui ne sont pas uniquement financières. Elle est dominée par des considérations d'intérêt général quoique portant sur le domaine privé.

Mais on peut discuter la conception même selon laquelle il n'y aurait pas service public. A l'époque contemporaine, la notion de service public a évolué. Elle s'est élargie. La création de l'O.N.F., établissement public industriel et commercial, redonne à la question un réel intérêt. Certaines entreprises publiques ne généraient pas un service public (48). Mais la plupart des entreprises publiques gèrent un service public (49). L'O.N.F. chargé d'autre part d'authentiques missions de service public (50) doit être, à notre sens, considéré comme gérant un service public même pour la gestion domaniale simple. Celle-ci est d'intérêt général. Elle se fait selon des règles spéciales. La loi du 23 décembre 1964 enfin comporte une référence aux conditions de création de développement d'un service public industriel et commercial: « dans la mesure où l'initiative privée ne permettrait pas de satisfaire les besoins » (art. 1^{er}, I; al. 2 in fine). Il y a donc au moins gestion dans des buts d'intérêt général et cela depuis longtemps, et sans doute service public.

(46) Cons. d'Etat, 3 novembre 1940, Consorts Gindicelli: Rec. p. 534.

(47) Cons. d'Etat, 20 avril 1956, Min. de l'Agriculture. Rec. p. 168. Conc. du comm. du gouv. LONG.

(48) Sur ces questions, V. Concl. LAURENT sous Cons. d'Etat, 16 novembre 1956. Union syndicale des industries aéronautiques: D. 1956, p. 759.

(49) Ainsi: E.D.F. - G.D.F. - S.N.C.F. - Air France.

(50) Cf. DURAND-PRINBORGNE, art. préc. R.F.F., 1966, p. 12 et s.

Mais parmi les considérations d'intérêt général qui président à la gestion de la forêt soumise, l'accent est mis plus particulièrement depuis 1964 sur l'intérêt économique national. Le passage de l'administration des Eaux et Forêts à l'Office National des Forêts représente un tournant dans la conception de la gestion. En effet, la création d'un organisme de type *industriel et commercial* correspond au souhait de voir se développer une politique dynamique de production. Il y a « mutation de l'organe et des méthodes d'exploitation des domaines forestiers publics », le cadre légal de cette exploitation subsistant. L'O.N.F. assume des fonctions d'équipement, de protection, de commercialisation dans un esprit nouveau où, sans sacrifier un capital, il met l'accent sur l'exploitation moderne d'un capital dans la perspective d'un développement quantitatif et qualitatif de la production tout en assurant la gestion dans le cadre juridique antérieur du régime forestier (51).

b) *L'exploitation de la forêt privée.*

29. — Le temps est révolu où la propriété privée était considérée comme laissée à une exploitation déterminée en fonction des seuls intérêts du propriétaire, le droit de celui-ci ne souffrant « d'exceptions », formule du Code de 1827, que pour assurer la protection du capital.

La gestion de la propriété privée se voit assigner une *finalité sociale*, un objectif d'intérêt général. Une loi n° 63-810 du 6 août 1963, dite loi Pisani, a modifié la rédaction de l'article 2 du Code Forestier. Celui-ci dispose maintenant, en droit positif : « Tout propriétaire exerce sur ses bois, forêts et terrains à boiser, tous les « droits résultant de la propriété dans les limites spécifiées par le « présent Code et par la loi (52) afin d'assurer l'équilibre biologique du pays et la satisfaction des besoins en bois et autres « produits forestiers. Il doit en réaliser le boisement, l'aménagement, et l'entretien en vue d'en assurer la rentabilité, conformément aux règles d'une sage gestion économique ».

Le texte appelle par sa clarté même peu de commentaires. Il donne deux buts à la gestion, l'un économique, l'autre biologique. Il crée des obligations à la charge du propriétaire qui « doit en réaliser »...

Ce texte consacre une évolution dont il est un moment : il est aboutissement et il autorise le développement de nouvelles interventions publiques.

30. — Pour assurer une exploitation de la forêt privée dans le sens désiré, il était possible de songer, d'abord, à en confier l'exploitation aux agents auxquels incombait la gestion de la forêt

(51) Cf. DURAND-PRINBORGNE, art. préc., R.F.F., p. 7 à 10.

(52) Ancien texte : « sauf les restrictions qui sont spécifiées dans le présent Code ».

soumise avec l'acceptation du propriétaire, au mieux à sa demande, car la contrainte serait une atteinte aux droits des propriétaires.

Effectivement, l'administration des Eaux et Forêts, à laquelle succède ici l'O.N.F., exerce un contrôle sur la propriété privée soit sur la base d'un contrat conclu avec le propriétaire, soit parce que ce droit résulte d'avantages consentis à celui-ci.

C'est une *loi du 2 juillet 1913, dite loi Audiffred*, qui prévoit que les propriétaires peuvent, moyennant le paiement d'une redevance, recourir aux services de l'administration des Eaux et Forêts pour assurer la garderie, la gestion, l'administration de leur domaine. En 1952, seuls 7 000 hectares de forêts privées étaient soumis à ce régime. La loi a donc eu peu de succès par méfiance des propriétaires et à cause du coût des contrats.

Succédant en cela à l'ancienne administration des Eaux et Forêts, c'est l'Office National des Forêts qui peut être chargé de la conservation et de la régie des bois des particuliers, en application de l'article 148 du Code Forestier, moyennant une redevance annuelle.

La *loi Sérot* (art. 15 de la loi de finances du 16 avril 1930) réduisait les droits d'enregistrement des mutations entre vifs des 3/4 à condition que les bénéficiaires s'engagent à soumettre pendant 30 ans leurs biens à un régime d'exploitation régulière surveillé par l'administration. Ce bénéfice a été retiré aux mutations à titre gratuit. Au 31 décembre 1952, la loi a été utilisée par un peu plus de 5 000 propriétaires pour près de 330 000 hectares (53).

Enfin, les contrats de travaux du Fonds Forestier National permettent de faire exécuter les travaux à la diligence de l'administration forestière. En cas de réussite, celle-ci partage le revenu foncier futur, par moitié avec le propriétaire, jusqu'à complet remboursement de ce qu'elle a dépensé.

En 1954, M. de GRANDCOURT donnait 452 000 hectares de forêts privées contrôlées par l'administration des Eaux et Forêts (54).

La jurisprudence a décidé que les contrats passés par des propriétaires ou des groupements de propriétaires avec l'administration des Eaux et Forêts pour faire procéder aux travaux prévus par l'article 1^{er} de la loi du 30 septembre 1946, ont le caractère de *contrats administratifs* quelle que soit la nature des stipulations de ces contrats (55). La jurisprudence a considéré également qu'il

(53) de GRANDCOURT, art. préc., p. 48.

(54) Art. préc., p. 54. — Loi AUDIFFRED 7 000 hectares; forêts confiées par contrat au F.F.N. 50 000 hectares; surveillées en vertu d'un prêt-conservation du F.F.N. 28 000 hectares; forêts de protection de la loi CHAUVEAU 33 000 hectares; secteurs de reboisement de la loi de 1942 4 000 hectares; régime de la loi SÉROT 330 000 hectares.

(55) Conseil d'Etat 20 avril 1956 Ministre de l'Agriculture c/ consorts Grimouard et dame de la Chauvelais: A.J.D.A. 1956, II, p. 187; D. 1956 - 249 note P.L.S. — Tribunal des conflits 28 mars 1955, Effimieff: A.J.D.A., 1955, II, p. 331, note J.A.

s'agissait là de l'accomplissement d'un travail public quoique effectué sur des propriétés privées et financées par des propriétaires privés (56).

31. — En dehors des incitations à confier la gestion successivement à l'administration des Eaux et Forêts puis à l'O.N.F., le législateur et le gouvernement, plus récemment, sont intervenus pour créer des organismes de direction et de contrôle des exploitations privées.

La loi du 6 août 1963 précitée crée par circonscription d'action régionale ou groupe de circonscriptions un ou plusieurs « Centres régionaux de la propriété forestière ». Toutes les dispositions d'application de ce texte ne sont pas encore intervenues (57).

Chaque centre régional constitue un *établissement public* dont la mission est de développer et d'orienter la production forestière par le développement des groupements forestiers, d'une part et, d'autre part, par l'élaboration d'orientations régionales de production.

A ce dernier titre, le centre approuve les plans simples de gestion — programme des coupes et programme d'amélioration — que les propriétaires de certaines forêts ayant plus de 25 hectares et répondant à certains critères doivent obligatoirement présenter. En cas de désaccord entre le propriétaire et le centre, le Ministre de l'Agriculture statue sur recours du propriétaire. Certains avantages financiers pourront être accordés par priorité aux propriétaires qui auront fait approuver leurs plans.

Des dispositions transitoires sont prévues.

32. — Un *décret du 30 décembre 1954* (art. 1) a prévu que les propriétaires peuvent se réunir en *association*, en *sociétés ou en groupements forestiers* dont des décrets des 4 août 1955, 11 mars 1957 et 28 septembre 1959 ont précisé les modalités d'organisation et le régime, celui, en principe, des articles 1832 et suivants du Code Civil. La loi n° 63-810 du 6 août 1963 a abrogé certaines dispositions du décret de 1954 et remplacé par des dispositions nouvelles.

La constitution en est favorisée par des avantages fiscaux : pas de droits de constitution et exonération de l'impôt sur les sociétés (D. 11 mars 1957, art. 7 et 26). Les groupements forestiers peuvent

(56) Arrêt Effimieff préc.

(57) Un décret n° 65-330 du 27 avril 1965 a complété l'article 5 de la loi, un décret n° 66-222 du 13 avril 1966 portant règlement d'administration publique est intervenu pour l'application des articles 3, 4, 5, 6 de la loi. — Sur les centres régionaux de la propriété forestière : V. JAFFRE, Répertoire de droit public et administratif, mise à jour 1966. V° Forêt, p. 146 et s. — BOURGENOT, Les plans d'aménagement ou plans de gestion adaptés aux conditions particulières de la forêt privée : R.F.F., 1963, p. 675-681 et 756-767.

être constitués par accord unanime des propriétaires. Ils peuvent l'être sans l'accord de tous dans le cas des forêts indivises. Lorsque l'un ou plusieurs propriétaires décident de faire cesser l'indivision : un ou plusieurs co-indivisaires peuvent mettre fin à l'indivision et acquérir les droits des minoritaires qui n'adhéreraient pas au groupement avec l'aide financière possible du Ministre de l'Agriculture sous forme de prêts du Fonds Forestier National. Aux termes de l'article 199 du Code, le Ministre peut provoquer enfin la constitution obligatoire d'une association syndicale dite « association forestière » pour favoriser les travaux de reboisement (58) sauf si dans un délai à eux imparti les propriétaires constituent un groupement en la forme juridique de leur choix cette constitution pouvant être imposée par « la majorité des propriétaires représentant la majorité des surfaces ».

Dans l'hypothèse de non-constitution, la création de l'association forestière en forme d'association syndicale de propriétaires, conformément aux dispositions de la loi du 21 juin 1865, s'analyse en une création d'établissement public.

Les modes de gestion imposés, notamment la constitution de groupements forestiers, provoquent une *publicisation*. Organismes professionnels de droit privé, ces groupements prennent des décisions qui sont des *actes administratifs*, des actes qui s'imposent aux propriétaires (59) et c'est, a fortiori, sous un régime de droit public que se trouvent les « associations » forestières, associations syndicales, c'est-à-dire établissements publics.

A juste titre, M. FOUILLOUX a pu écrire en 1962 que depuis 1942 où l'échec de la politique de conservation est réalisé et où apparaît une politique de reboisement « le propriétaire forestier participe directement à l'exécution d'une mission de service public ». Ceci est plus vrai encore depuis 1963.

33. — Ainsi, la diversification des régimes juridiques des bois et forêts ne s'opère que partiellement en droit positif en considération de la personne — privée ou publique — propriétaire. L'objet « forêt » sur lequel porte dans les deux cas le droit de propriété a provoqué un rapprochement considérable des régimes juridiques de la propriété privée et des domaines privés forestiers des personnes publiques. Mais ce même objet suscite de nouvelles différenciations de régimes *qui sont fonction du seul degré d'intérêt général* que présente la forêt, cet intérêt général pouvant être plus ou moins important. Ceci entraîne une variabilité du régime admi-

(58) D. du 30 décembre 1954, art. 15 et s. — dispositions remplacées par la loi du 6 août 1963.

(59) C.E. 13 janvier 1961, sieur Magnier : A.J.D.A. 1961, II, p. 142, P.D.P. 1961 concl. FOURNIER, p. 155 — Tribunal des conflits 12 décembre 1938, Sté cotonnière du Sud-Est : Rec. p. 1014; 10 juillet 1956, Préfet du département du Rhône : R.P.D.A. 1956, II, n. 450.

nistratif applicable aux bois et forêts des particuliers. L'idée a déjà été évoquée en doctrine (60). Elle doit être complétée car la même constatation est valable pour les forêts soumises.

B — Une diversification de régimes en fonction de considérations sociales

De nombreux régimes sont apparus. Il ne saurait être question de les analyser dans leurs détails. Ils ne sont cités ici que sur ceux de leurs aspects qui concernent plus particulièrement le droit de propriété (61).

a) Terrains en montagne.

34. — Beaucoup de textes se sont succédé pour favoriser le reboisement, la restauration et la conservation des terrains en montagnes.

1 — Restauration et reboisement.

Pour arrêter l'écoulement des eaux et consolider les terrains des travaux de reboisement obligatoires quand ils ont été déclarés d'utilité publique facultatifs dans le cas contraire peuvent être réalisés.

Dans le premier cas, les terrains sont acquis par l'Etat sauf si les propriétaires parviennent à se mettre d'accord avec l'Etat conservant alors la propriété des immeubles mais en s'engageant à exécuter les travaux dans un certain délai, le cas échéant en se groupant en associations syndicales. Les travaux ont le caractère de travaux publics. Les propriétaires perçoivent une indemnité.

Les travaux facultatifs peuvent être subventionnés.

Les terrains restaurés ou reboisés ne font pas partie du domaine public. Ceux des personnes morales de droit public ou privé visées à l'article 82 du Code Forestier sont soumis d'office au régime forestier. Ceux des particuliers le sont sur demande des intéressés.

2 — Conservation des terrains en montagne.

La conservation des terrains en montagne est assurée d'abord par la réglementation des pâturages communaux, ensuite par la mise en défens.

Celle-ci conserve au propriétaire le droit de disposer mais le prive du droit de jouissance, les travaux jugés nécessaires peuvent être exécutés sur le terrain. Les propriétaires ont droit à une indemnité. Les terrains ne sont pas soumis au régime forestier sauf en ce qui concerne la constatation et la poursuite des délits.

(60) FOUILLOUX, art. préc. A.J.D.A., p. 416.

(61) Sur ceux-ci le lecteur peut consulter les études de M. JAFFRE, art. préc., L. 149 et s., 178 et s.

L'interdiction de défrichement est totale y compris pour les terrains de moins de 4 hectares lorsque ceux-ci sont situés sur le sommet ou la pente d'une montagne.

b) *Forêts de protection* (loi du 28 avril 1922).

35. — Les forêts privées peuvent être classées, en vertu de la loi du 28 avril 1922, dite loi Chauveau, comme forêts de protection. Ceci permet de réglementer les exploitations et le pâturage en vue de la conservation indispensable pour assurer la conservation des sols contre l'érosion et le ruissellement. Le classement est opéré par décret en conseil d'Etat. Ces forêts sont soumises à un régime d'exploitation spécial. Celui-ci comprend d'abord une application de l'interdiction de défrichement sans autorisation. Il comprend ensuite une application de l'interdiction de défrichement sans autorisation. Il comprend enfin une réglementation de l'aménagement, de l'exercice du pâturage et des droits d'usage (Code Forestier, art. 188).

c) *Reboisement et reconstitution de la forêt française.*

36. — Il ne saurait être question de reprendre ici toute la réglementation sur le reboisement et la reconstitution de la forêt française.

On retrouve ici la distinction déjà rencontrée entre travaux facultatifs et travaux obligatoires. Lorsque les travaux sont effectués pour le compte du propriétaire, le Trésor se rembourse sur les recettes et les terrains sont soumis au régime forestier jusqu'à libération complète du débiteur.

Le Ministre de l'Agriculture peut, après consultation des conseils départementaux de la propriété forestière non soumise au régime forestier, encourager et stimuler le reboisement par l'octroi de subventions ou de prêts financés par le produit de la taxe perçue par le Fonds Forestier National (Code Forestier, art. 200 - Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, art. 56). Il faut ici que le particulier prenne l'initiative. Le Fonds Forestier garantit le remboursement de sa créance par une hypothèque légale (Code Forestier, art. 201).

Dans le cadre de la reconstitution de la forêt française, des groupements forestiers ou associations forestières peuvent être constitués en vue de reboisements et de la gestion forestière.

Les terrains reboisés sont gérés et contrôlés jusqu'au remboursement complet du montant de la dépense du Fonds Forestier National. Les contrats conclus ont le caractère de contrats administratifs (62).

Les bois provenant de reboisements, exécutés en application du livre V du Code Forestier ne peuvent être défrichés comme peuvent

(62) C.E. 20 avril 1956. Min. de l'Agriculture: A.J.D.A., 1956, II, 5.

l'être les jeunes bois pendant les 20 premières années de leur semis ou plantation (Code Forestier, art. 162, 10) alors même que leur superficie serait de moins de 4 hectares (Code Forestier, art. 162, 3°).

d) *Espaces verts.*

37. — Un décret du 31 décembre 1958 relatif à la conservation et à la création d'espaces boisés (63) a créé un nouveau *régime spécial* (64). Celui-ci concerne des bois que les propriétaires auraient pu légalement défricher sans autorisation. En effet, le défrichement des jeunes bois, parcs ou bois de moins de 4 hectares est soumis à autorisation préalable du Préfet et la demande est irrecevable quand le plan d'urbanisme a classé jeunes bois, parcs ou bois comme espace à conserver.

Certaines forêts soumises pourraient, de leur côté, voir leur régime modifié lorsqu'elles remplissent des fonctions de loisir, ou touristiques et surtout quand elles constituent des espaces verts aménagés auprès de grands centres urbains, situation qui doit devenir de plus en plus fréquente. Jusqu'à une date récente, une jurisprudence bien établie considérait les parcs et promenades publics comme faisant partie du domaine privé et non du domaine public (65). La solution paraissait critiquable à certains auteurs qui considéraient, semble-t-il, qu'il y avait aménagement (66). Elle a été abandonnée par la jurisprudence. Les promenades et les jardins publics qui ont reçu un aménagement spécial en vue de leur utilisation par le public sont des biens du domaine public (66). Il est parfaitement possible d'imaginer que les forêts aménagées en parcs publics avec clôture, itinéraires avec allées, bancs, tables de pique-nique, indications botaniques, etc... détournées partiellement de leur fonction de production normale soient incluses dans le domaine public et deviennent ainsi inaliénables et imprescriptibles. Certaines des forêts domaniales auraient pu ne pas être incluses dans la liste des forêts dont la gestion a été confiée à l'O.N.F. Il n'en a pas été ainsi. Jusqu'à présent, il n'est pas apparu d'incompatibilité entre la finalité industrielle et commerciale assignée à l'action de l'O.N.F. et la finalité de certaines réserves artistiques

(63) J.O. 4 janvier 1959, p. 272. Instruction de l'administration forestière du 27 janvier 1960.

(64) En ce sens: FOUILLOUX, art. préc., p. 415.

(65) C.E. 16 avril 1863, syndicat Berr: Rec. p. 379 — 7 avril 1916 Astruc: Rec. p. 164 S 1916, III, 49 concl. CORNEILLE note HAURIOU — 8 juin 1917 — Fleuret: Rec. p. 448 — 21 janvier 1921, Société protectrice des animaux: Rec p. 74 — Trib. civ. Seine 23 avril 1952: J.C.P. 1952, II, 7 008 bis note BLAEVOET — Cons. d'Etat 8 juillet 1955. Prade: Rec. p. 666; A.J.D.A. 1956, n. 100 — Tribunal des conflits 10 juillet 1956, Sté des steeple chase de France: S. 1956, 156 concl. CHARDEAU.

(66) J.M. AUBY, art. préc. p. 41.

ou biologiques. Mais il pourrait n'en pas aller toujours ainsi. Le droit doit tenir compte de l'évolution normale d'une partie du patrimoine forestier dans une civilisation des loisirs. La domanialité pourrait être publique par exemple pour la forêt de Fontainebleau ou encore pour la forêt promenade constituée récemment par un syndicat intercommunal de huit communes en Haute-Savoie.
